

Titre II : Services agréés.

Article 12 : Le Gouvernement du Royaume du Maroc accorde au Gouvernement portugais, et réciproquement, le Gouvernement portugais accorde au Gouvernement du Royaume du Maroc, le droit de faire exploiter par une ou des entreprises aériennes désignées par leurs Gouvernements respectifs, les services aériens spécifiés aux tableaux de routes figurant à l'annexe au présent accord. Lesdits services seront dorénavant désignés par l'expression Services agréés.

Article 13 :

a) les services agréés pourront être exploités immédiatement ou à une date ultérieure au choix de la partie contractante à laquelle les droits sont accordés à condition que :

1° La partie contractante à laquelle les droits ont été accordés ait désigné une ou des entreprises de transport aérien pour exploiter la ou les routes spécifiées ;

2° La partie contractante qui accorde les droits ait donné dans les conditions prévues au paragraphe b) ci-dessous, à l'entreprise ou aux entreprises intéressées, l'autorisation d'exploitation requise, laquelle devra être accordée, dans le plus court délai possible, sous la réserve des dispositions de l'article 6 du présent accord.

b) les entreprises désignées pourront être appelées à fournir aux autorités aéronautiques de la partie contractante qui concède les droits, la preuve qu'elles se trouvent en mesure de satisfaire aux exigences prescrites par les lois et règlements normalement appliqués par ces autorités au fonctionnement des entreprises commerciales de transport aérien en ce qui concerne les activités prévues à l'article 5, paragraphe a).

Article 14 : Pour exploiter les lignes aériennes spécifiées aux tableaux de routes figurant à l'annexe au présent accord, les entreprises portugaises et marocaines désignées jouiront sur le territoire de l'autre partie contractante :

a) du droit de transit et du droit d'escale pour des fins non commerciales ;

b) du droit d'utiliser les aéroports et les facilités complémentaires affectés au trafic international ;

c) du droit d'embarquer et de débarquer, en trafic international, des passagers, du courrier et des marchandises, aux conditions du présent accord.

Article 15 : Les entreprises désignées par chacune des deux parties contractantes devront être assurées d'un traitement juste et équitable, afin de bénéficier de possibilités égales pour l'exploitation des services agréés.

Elles devront prendre en considération, sur les parcours communs, leurs intérêts mutuels, afin de ne pas affecter indûment leurs services respectifs.

Article 16 :

a) l'exploitation des services entre le territoire marocain et le territoire portugais sur les routes figurant au tableau 1 de l'annexe au présent accord, constitue pour les deux pays un droit fondamental et primordial.

b) pour l'exploitation de ces services :

1° La capacité sera répartie également entre les entreprises marocaines et portugaises sous réserve des dispositions du paragraphe 3 ci-dessous ;

2° La capacité totale mise en œuvre sur chacune des routes, sera adaptée aux besoins qu'il est raisonnable de prévoir,

Pour répondre aux exigences d'un trafic imprévu ou momentané sur ces mêmes routes, les entreprises aériennes désignées devront décider entre elles des mesures appropriées pour

satisfaire à cette augmentation temporaire du trafic. Elles en rendront compte immédiatement aux autorités aéronautiques de leurs pays respectifs qui pourront se consulter si elles le jugent utile ;

3° Au cas où l'une des parties contractantes ne désirerait pas utiliser sur une ou plusieurs routes, soit une fraction, soit la totalité de la capacité de transport qui lui a été concédée, elle s'entendra avec l'autre partie en vue de transférer à celle-ci, pour un temps déterminé, la totalité ou une fraction de la capacité de transport dont elle dispose dans la limite prévue, La partie contractante qui aura transféré tout ou partie de ses droits pourra, à tout moment, les reprendre.

Article 17 :

a) les services agréés sur chacune des routes définies au tableau II figurant à l'annexe au présent accord auront pour objet essentiel d'offrir une capacité, à un coefficient d'utilisation raisonnable, adaptée aux besoins normaux et prévisibles du trafic international entre le pays auquel appartient l'entreprise exploitant lesdits services et le pays de destination finale. Dans la limite de la capacité offerte aux termes de l'alinéa antérieur, la ou les entreprises désignées par l'une des parties contractantes pourront satisfaire aux besoins de transport entre son propre territoire ou les territoires des Etats tiers et le territoire de l'autre partie contractante sur les routes définies au tableau 1 figurant à l'annexe au présent accord, dans la mesure où ces besoins ne sont pas satisfaits par les services de l'autre partie contractante reliant les mêmes territoires.

b) une capacité additionnelle pourra accessoirement être mise en œuvre en sus de celle visée au premier paragraphe du présent article chaque fois que la justifieront les besoins de transport des pays desservis par la route, ce qui sera fait d'un commun accord et pour une période à établir en chaque cas.

Article 18 :

a) la fixation des tarifs à appliquer par les services agréés desservant les routes portugaises et marocaines figurant au présent accord sera faite dans la mesure du possible par accord entre les entreprises désignées.

Ces entreprises procéderont :

1° Soit en appliquant les résolutions qui auront pu être adoptées par la procédure de fixation des tarifs de l'Association du transport aérien international (I.A.T.A.) ;

2° Soit par entente directe, après consultation, s'il y a lieu, des entreprises de transport aérien de pays tiers qui exploiteraient tout ou partie des mêmes parcours.

b) les tarifs ainsi fixés devront être soumis à l'approbation des autorités aéronautiques de chaque partie contractante au minimum trente (30) jours avant la date prévue pour leur entrée en vigueur. Ce délai pouvant être réduit dans des cas spéciaux sous réserve de l'accord de ces autorités.

c) si les entreprises de transport aérien désignées ne parvenaient pas à convenir de la fixation d'un tarif conformément aux dispositions du paragraphe a) ci-dessus, ou si l'une des parties contractantes faisait connaître son désaccord sur le tarif qui lui a été soumis conformément aux dispositions du paragraphe b) précédent, les autorités aéronautiques des deux parties contractantes s'efforceront d'aboutir à un règlement satisfaisant.

En dernier ressort, il sera fait recours à l'arbitrage prévu à l'article 9 du présent accord.